



Paris, le 15 mars 2012

Patrick Peugeot
La Cimade
64, rue Clisson
75013 Paris

Chères et chers membres de la Cimade,

Je tiens avant tout à saluer l'action des militants de la Cimade, dont la conviction et le travail ont, depuis longtemps, beaucoup aidé à protéger les droits des migrants et à limiter les exactions commises au sein des centres de rétention administrative notamment. Lorsque l'on s'en prend aux droits des plus fragiles, c'est l'intégralité de notre démocratie qui est progressivement mise en danger. La société française a cette chance que des organisations comme la Cimade, parmi d'autres, déploient une énergie considérable pour défendre la démocratie et les droits de tous les hommes et de toutes les femmes.

J'ai étudié attentivement vos six suggestions, mais également votre brochure incluant vos 40 propositions. Je constate qu'en effet vous alternez «entre utopie et réforme», mais je pense que votre utopie est réaliste et qu'elle correspond à ma conception. Le droit à la mobilité doit être le même pour tous, c'est pourquoi je veux engager la France à signer la convention de l'ONU sur le droit des migrants. Je porterai bien sûr, si j'étais élue à la Présidence de la République, chacune de vos six propositions. Le travail à abattre est immense, mais nous nous devons de faire avancer la France afin qu'elle redevienne, demain, ouverte et tolérante.

Concernant tout d'abord votre proposition sur les accords de gestion des flux migratoires, j'ai la chance d'occuper le poste de Présidente de la Commission du développement au Parlement européen et d'avoir pu y étudier la mise en place de nos accords commerciaux et de développement avec des pays moins avantagés, surtout des pays africains. Revendiquer moins de migrations tout en poursuivant des relations déséquilibrées avec les pays en développement est d'une hypocrisie sans nom ; il faut que cela cesse ! Mais je ne parle pas uniquement des accords de gestion des migrations : les politiques que nous menons en termes agricoles, industriels, de gouvernance mondiale ou de propriété intellectuelle ont des impacts qui sont également considérables sur les populations des pays en développement. L'Union européenne appelle ceci « la cohérence des politiques pour le développement ». Il est urgent de faire en sorte que toutes les politiques menées par la France comme par l'Union européenne intègrent des considérations liées aux conditions de vie des populations des pays partenaires. Je relancerai, au niveau européen, le débat sur la directive retour et sur le rôle de Frontex qui ne peut rester le bras armé de l'Union européenne, notamment dans la zone méditerranéenne. J'aimerais faire de Frontex une agence de protection des droits des migrantEs lorsqu'ils traversent les frontières malheureusement aidés par des trafiquants aux méthodes barbares.

Concernant l'asile, au-delà de mettre en place une procédure unique avec droit au travail, je mets au sommet de mes priorités l'une de vos 40 propositions qui ne figure pourtant pas dans les 6 indiquées dans votre questionnaire : « améliorer le fonctionnement du service d'accueil des étrangers en préfecture »... Cela me semble essentiel ! Nous devons supprimer la liste des « pays dits sûrs » et intégrer des critères concernant l'orientation sexuelle et la question des migrants climatiques ; nous devons retourner la tendance actuelle conduisant les autorités françaises à refuser autour de 80% des demandes d'asile formulées. Mais nous devons également et dans l'urgence renforcer les capacités d'accueil en préfecture, les capacités d'hébergement en CADA et augmenter les ATA. Nous ne pouvons continuer à laisser patienter dans la rue et dans le froid des personnes qui se sont battues, souvent au péril de leur vie, pour la paix et la démocratie dans leur pays, ou voulant échapper au racisme ou au sexisme, attentatoires à leur vie.

Sur l'immigration, ma priorité est d'en finir avec toute pénalisation. Il s'agirait bien là de ma troisième mesure d'urgence en tant que Présidente de la République : la dépenalisation du séjour irrégulier. Il faut fermer les centres de rétention : il est inadmissible qu'au XXI^e siècle, nous enfermions des gens qui ont commis pour seul « crime » de traverser des frontières. Cela ne pourra se faire qu'à terme, et les étapes que vous proposez me semblent adéquates, mais il est essentiel d'avancer dans cette direction et je n'ai sûrement rien à vous apprendre à ce sujet.

Si chacune de vos quarante propositions valent la peine d'être étudiées et même mises en œuvre, tant ma conception des politiques migratoires est à l'opposé de celle mise en place depuis plusieurs décennies, j'aimerais conclure en reprenant votre proposition sur l'attribution du droit de vote et de la citoyenneté aux étrangers, qu'ils soient migrants ou en asile. Comme vous le savez, Europe Ecologie – Les Verts est le parti qui a porté cette proposition dès 2000 au sein de l'Assemblée Nationale, et encore en automne dernier au Sénat. Comme vous le savez, les eurodéputés d'Europe Ecologie – Les Verts s'attachent depuis des années à mettre en place une « citoyenneté de résidence » qui nous semble seule à même de protéger à la fois les migrants externes à l'Union européenne et les minorités européennes, parfois malmenées dans leurs propres pays.

Accorder le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections, permettra de mieux intégrer les migrants à la vie de la société française sans les obliger à choisir entre plusieurs nationalités. Mais cela ne suffit pas : il nous faut parvenir à l'égalité des droits de tous et toutes les habitants du même territoire, rendre accessible tous nos droits à ces étrangers qui viennent enrichir notre territoire, économiquement, démographiquement et culturellement. L'amélioration des droits des plus faibles a toujours, dans l'histoire, entraîné l'amélioration des droits de tous. La France doit comprendre qu'au jeu de la mondialisation, elle a plus à gagner de sa diversité que d'un repli sur soi.

Amitiés écologiques,

Eva Joly

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Eva Joly', written in a cursive style.